

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Membres du bureau de l'association CAPUI,

Je vous remercie de m'avoir envoyé ce questionnaire sur un sujet aussi important pour notre territoire et ses habitants.

J'ai été associée dès le début aux réunions organisées en préfecture, réunions qui ont fait suite au grave incident de juillet 2019. J'ai notamment, comme vous certainement, participé à la réunion avec la Ministre Emmanuelle Wargon.

Je vous prie de trouver ci-dessous mes réponses aux diverses questions.

Le PPI, en cours de réalisation depuis 2010, a enfin été finalisé et signé.

J'ai déjà réclamé au maire actuel de Maisons-Laffitte la réalisation du PCS et il a refusé (ceci est vérifiable par l'enregistrement du CM).

Les grandes lignes générales du PCS existent déjà. Il faut l'installer à Maisons-Laffitte

Le RNA (réseau national d'alerte) prévient les personnes en cas de risque, se pose ensuite la question pour le citoyen de la conduite à tenir.

Suite à l'accident survenu sur le site de Lubrizol en septembre 2019, le RNA a retenti sans que la population n'y prête la moindre attention. Il s'agit donc d'avantage d'un problème d'éducation en termes de responsabilité civique plutôt que de moyen technique à mettre en œuvre. On se rend donc compte de l'importance du PCS pour informer et former les habitants.

Je mettrai en place la réalisation du PCS dès que je serai élue.

Un PCS est un règlement très encadré et je ne peux vous définir moi-même les grandes lignes. Il sera réalisé par des professionnels. A la demande de la municipalité.

Le calendrier des exercices de crise sera rapidement mis en place.

Le budget ne peut être non plus défini actuellement ; je m'engage à ce que le budget alloué soit le budget nécessaire.

Un partenariat avec les pompiers de Maisons Laffitte à la demande de leur chef de corps sera créé afin de former aux premiers secours les enfants des écoles primaires (ce qui était fait actuellement sur la base de la bonne volonté sans circuit officiel) avec l'aide des enseignants. C'est l'occasion de leur expliquer ce qu'est le RNA et comment réagir. De plus, c'est un moyen efficace d'atteindre les parents par le biais d'un dépliant explicatif.

Les exercices obligatoires de PPMS seront, parallèlement, effectués selon la réglementation. Des actions de communication et d'information spécifiques aux seniors seront également mises en place et particulièrement dans les EPHAD auprès des personnels soignants.

Le personnel de mairie qui accueille des publics seront aussi sensibilisés et formés à la gestion de crise.

En outre, avec l'accord des autorités de sécurité, je proposerai de pré-enregistrer différents messages (adaptés à l'ensemble des risques que nous aurions recensé) afin de prévenir la population en leur dictant une conduite à tenir en adéquation avec le sinistre.

Avant la finalisation du PCS et sa communication, je ferai rapidement réaliser une plaquette d'explications concrètes à destination de tous les habitants.

Dans le cadre des échanges avec le SIAPP et sous la direction du préfet, et des autorités de sécurité, il sera nécessaire de faire revoir par le SIAAP le nombre et la facilité d'accès des hydrants. Même si les pompiers possèdent des véhicules spécialisés et des techniques d'interventions permettant de pallier le manque d'eau à proximité d'un sinistre.

Les audits demandés doivent maintenant avoir été rendus au Préfet, il lui reste à mettre en demeure le SIAPP de se mettre en conformité notamment sur les règles de sécurité incendie puisqu'elles n'étaient pas respectées. J'y veillerai en consultant régulièrement les services de l'Etat.

Je ne sais pas d'où vient le chiffre de 25 minutes, que vous mentionnez, pour l'intervention. Il est de 10 minutes dans le PPI et il a été, à ma connaissance, respecté car le Préfet n'a fait aucun reproche au SDIS. Je suis preneuse de vos commentaires sur ce sujet, pour mon information.

Dans votre courrier vous parlez d'éradiquer le risque. Hélas, seule la fermeture du site permettrait de revenir à un risque zéro.

J'ai bien conscience que le risque majeur est le nuage de chlore. Risque mortel. Je serai vigilante à ce que les mesures de sécurité soient toujours tenues à jour selon d'éventuelles évolutions du contexte.

Il est donc essentiel de repenser le plan d'assainissement de la Région Ile-de-France. Il est absolument anormal que le traitement des eaux devenant de plus en plus important, ce soit ce site de Seine Aval qui grossisse générant un nombre certain de risques et de nuisances pour ses riverains. J'entamerai, en accord avec les maires des autres communes, les négociations avec la Région sur ce sujet.

La gouvernance du SIAPP est incomplète puisqu'un certain nombre d'élus des collectivités concernées n'y siègent pas. Suite au dernier incendie sur le site Seine Aval, les départements des Yvelines et du Val d'Oise pourront siéger au conseil permettant d'exprimer les attentes des populations via le conseil départemental. Il est impératif que les élus des villes limitrophes y siègent également.

Je me tiens à votre disposition pour répondre à toute autre question.

Bien cordialement,

Janick Géhin